



de Zurich
début de la mission : novembre 2020
lieu : Bogotá

Marilène Allemann: De retour en Colombie

Après une première mission d'août 2018 à janvier 2020, l'historienne de 32 ans s'est de nouveau envolée pour la Colombie en novembre dernier afin de rejoindre PBI sur le terrain. Dans une interview avec PBI Suisse, elle évoque ses motivations et l'évolution de la situation.

PBI : Qu'est-ce qui vous a motivée à vous rendre à nouveau en Colombie en tant que volontaire ?

Marilène Allemann: La situation des droits humains en Colombie s'est considérablement détériorée au cours de l'année dernière. L'État a réduit sa présence dans les zones rurales en raison de la pandémie et le travail des défenseurs-euses des droits humains a été limité dans de nombreux endroits. Les groupes armés non étatiques ont saisi cette occasion pour étendre leur contrôle territorial. Avec ma deuxième mission pour PBI, j'aimerais contribuer à attirer l'attention sur la situation actuelle des droits humains et à protéger les personnes exposées à la violence dans les zones de conflit.

« Avec ma deuxième mission, j'aimerais contribuer à attirer l'attention sur la situation actuelle des droits humains »

Comment avez-vous vécu votre retour en Suisse et votre départ pour la Colombie ?

Le retour en Suisse a été très stressant car la Colombie était sur le point de fermer ses frontières nationales et la plupart des pays d'Europe avaient déjà fermé les leurs. Dans l'avion, j'ai réalisé qu'il ne me serait pas possible d'embrasser ma famille et mes amis à mon arrivée. Lors de mon premier déploiement, j'ai passé beaucoup de temps dans la maison de PBI et j'ai appris à faire attention à mes besoins. C'était une bonne préparation pour la quarantaine. Les mesures rigoureuses prises pour contenir la pandémie en Co-

lombie m'ont toujours rappelé l'étendue des libertés dont on jouit en Suisse. En novembre, le fait de dire à nouveau au revoir aux amis et à la famille, comme à ma grand-mère, ont eu un impact plus important. J'ai également dû restreindre sévèrement mes contacts sociaux afin de répondre aux critères d'entrée colombiens et faire de longs détours sur le vol. Ces épreuves en valaient la peine, car maintenant je peux à nouveau soutenir le travail indispensable des défenseurs-euses des droits humains en Colombie.

Qu'est-ce qui a changé entre votre première et votre deuxième mission en Colombie ?

Les accompagnements sont devenus plus compliqués car la situation sécuritaire mais aussi les conditions sanitaires doivent être évaluées avant chaque déploiement. Le credo « Do No Harm » gagne actuellement en importance puisque les soins de santé sont souvent précaires, en particulier dans les régions reculées. En tant que volontaires, nous faisons un test pour le Covid-19 avant les accompagnements dans les zones rurales afin d'éviter et limiter la propagation. J'ai été impressionnée par la rapidité et la créativité avec lesquelles les organisations de défense des droits humains se sont adaptées aux nouvelles circonstances et par la manière dont elles poursuivent leur travail malgré les nombreux obstacles. L'état d'urgence ininterrompu donne à l'État des pouvoirs qui, malheureusement, ne sont pas souvent utilisés pour protéger la population. Cela est particulièrement évident lors des rassemblements de la société civile, auxquels la police répond avec une utilisation accrue de la violence. C'est pourquoi je pense qu'il est d'autant plus important en ces temps de soutenir les organisations accompagnées dans la lutte pour leurs droits fondamentaux sur le terrain.



Chère lectrice, cher lecteur,

Je suis ravie de faire partie des 112 Suissesses et Suisses qui ont effectué une mission avec PBI dans une zone de crise depuis 1981. J'espère que beaucoup d'autres volontaires suivront afin de travailler de cette manière concrète pour un monde pacifique et juste. Mon expérience au Guatemala, il y a 15 ans, a été l'une des plus précieuses et des plus extraordinaires de ma vie. Je suis fière de faire partie d'un mouvement – maintenant en tant que directrice – qui place la non-violence et l'horizontalité au centre de son travail à tous les niveaux. Pour les 40 ans de PBI, je souhaite que l'organisation trouve un écho encore plus large globalement afin de créer efficacement un espace pour la paix dans les régions en conflit.

Cordiales salutations,

Katia Aeby

Katia Aeby
Directrice de PBI Suisse

Avec un don, vous protégez les défenseuses et défenseurs des droits humains.

Merci !

Peace Brigades International Suisse
S'engager pour la paix et les droits humains



Faire un don :

IBAN: CH21 0900 0000 1751 9476 6
PBI Suisse, Gutenbergstrasse 35, 3011 Berne

Merci pour votre soutien !



**Votre don en
bonnes mains.**

Peace Brigades International
Gutenbergstrasse 35, 3011 Berne, 031 372 44 44
Rue du Valais 9, 1202 Genève, 058 058 80 90
info@peacebrigades.ch



facing PEACE^{PBI}

Invitation
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

virtuelle de PBI Suisse
le jeudi 15 avril 2021 à 18 h 15

avec une contribution
de Marilène Allemann
ou Manuel Müller
en direct de Colombie

Informations et inscription :
www.peacebrigades.ch

Mars 2021

pbi40
making space for peace

facing PEACE^{PBI}

SAVE
THE
DATE

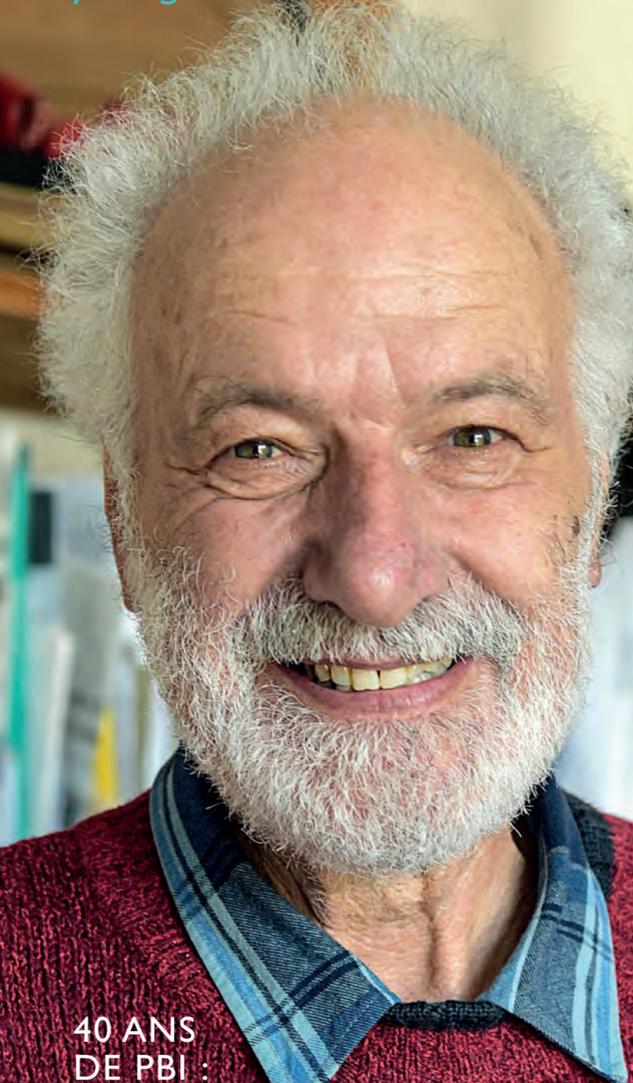
Cette année, PBI fête ses 40 ans. Dans un entretien avec Ueli Wildberger, nous revenons sur les débuts de l'organisation et le tout premier projet au Guatemala. Le théologien et défenseur de la paix zurichois s'est investi pendant 15 ans dans la mise en place de PBI, tant au niveau international qu'en Suisse en réseautant intensément sans internet – une activité dont l'impact se fait néanmoins encore sentir aujourd'hui.

**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE
VIRTUELLE
PBI SUISSE
15 AVRIL
18 H 15**

Manifestation suite à l'assassinat de deux membres
de l'organisation GAM au Guatemala, 1985.

Photo: Archivo del Comité Holandés de Solidaridad con el Pueblo de Guatemala, CIRMA

peacebrigades.ch



40 ANS
DE PBI :

Comment tout a commencé

ENTRETIEN
AVEC UELI WILDBERGER

PBI : Ueli, pourrais-tu nous parler de la création de PBI ?

En 1981, la réunion de fondation de PBI a eu lieu à Grindstone Island, au Canada. L'année suivante, j'ai pu assister à la réunion de suivi aux Pays-Bas en tant que délégué de l'IFOR. Parmi les 15 défenseurs de la paix présents, se trouvait Narajan Desai, co-fondateur de PBI et fils du secrétaire de Gandhi. Il nous parlait de ses expériences et décrivait comment ils intervenaient en Inde en tant que pacificateurs·trices dans les affrontements entre musulmans et hindous pour essayer d'apaiser les deux camps et mettre en marche la reconstruction sociale. Vinoba Bhave avait réalisé l'idée de Gandhi de créer une armée de paix dans les années 1950 et avait formé plusieurs milliers de personnes pour intervenir. Dans les années 1960, World Peace Brigade est né avec l'aide de Charles Walker, un autre co-fondateur de PBI. Lors de la réunion mentionnée aux Pays-Bas, j'ai suggéré avec deux autres participants de ne pas créer une grande structure, mais de lancer un projet pilote. L'idée a été approuvée et l'Assemblée a décidé d'envoyer une mission d'évaluation en Amérique centrale.

« Nous étions conscient·e·s qu'il s'agissait de missions délicates qui nécessitaient un large soutien de la part d'un réseau d'alerte international »

Comment a débuté le premier projet au Guatemala ?

A son retour, la mission d'évaluation en Amérique centrale a proposé de lancer un projet à la frontière avec le Mexique, suite à l'importante répression sous Ríos Montt au Guatemala. L'objectif était de transmettre des messages entre les populations qui s'étaient enfuies vers le Chiapas et celles qui se cachaient dans la jungle ou étaient restées chez elles. Ce fut la première idée de PBI, et le premier groupe de volontaires est entré en action en 1983. Au fil du temps, une collaboration avec l'organisation Grupo de Apoyo Mutuo (GAM) s'est développée dans la capitale. Comme ses membres subissaient des graves menaces, ils·elles ne pouvaient pratiquement se rencontrer que dans l'appartement de PBI. Suite à l'enlèvement et l'assassinat de deux membres du Comité du GAM, l'idée d'un accompagnement international de protection a surgi. Ceci s'est passé en 1985, l'année où j'ai voyagé en Amérique centrale avec ma femme pour me faire une idée de la situation sur place.

« Un samedi matin, nous étions présents lorsque les proches des membres du groupe GAM disparus dans des circonstances violentes étaient rassemblés. Certains d'entre eux étaient venus de loin et avaient fabriqué une grande banderole avec 700 noms de personnes disparues. Un par un, ils lisaient tous les noms et s'écriaient « présente » après chaque nom, pour signifier que la personne était encore en vie ! C'était très impressionnant. »

Comment l'organisation s'est-elle développée en Europe ?

Comme il n'y avait pas de structure au début, je me suis engagé dans le projet Guatemala et dans la recherche de volontaires. Nous avons décidé de tenir la réunion annuelle dans un pays européen différent chaque année pour faire connaître PBI. Nous étions conscient·e·s qu'il s'agissait de missions délicates qui nécessitaient un large soutien de la part d'un réseau d'alerte international. J'ai essayé de renforcer le réseau en Europe au moyen d'un bulletin d'information mensuel en anglais. Je l'envoyais par la poste aux personnes de contact dans les différents pays, qui le transmettaient à leur tour aux sympathisant·e·s et bénévoles locaux. En parallèle, je travaillais à la création d'un comité de soutien suisse. Nous avons organisé la première formation pour volontaires durant l'été 1986 dans le nord de l'Espagne avec près de 20 participant·e·s. Ce fut une expérience très positive et bon nombre de ces personnes ont ensuite joué un rôle central dans l'organisation.

« Pour son 40e anniversaire, je souhaite à PBI de poursuivre son épanouissement et son expansion afin de pouvoir mettre en œuvre un large éventail de méthodes non-violentes »

Quelle importance attachez-vous à l'intervention non-violente dans les crises actuelles ?

Je pense qu'elle revêt toujours une grande importance. Dans mon travail pour la paix, j'ai toujours adopté une approche holistique de l'intervention non-violente. Outre l'accompagnement protecteur, élément clé pour PBI, il existe également d'autres fonctions qui me semblent prometteuses. Par exemple, l'établissement des faits, la formation des personnes concernées, la création d'espaces de dialogue, la médiation ou la conciliation, et la formation d'agents de paix locaux. En considérant ces nombreuses possibilités d'action, je trouve que des organisations comme PBI sont très importantes. Pour son 40e anniversaire, je souhaite à PBI de poursuivre son épanouissement et son expansion afin de pouvoir mettre en œuvre un large éventail de méthodes non-violentes.

Ueli Wildberger est né en 1945, deux mois après la fin de la Seconde Guerre mondiale à Schaffhouse, près de la frontière allemande. C'est cette circonstance, ainsi que ses études théologiques, qui l'ont amené à s'engager pour la paix. Avant même la création de PBI, il était déjà engagé dans l'International Fellowship of Reconciliation (IFOR) Switzerland, organisation qu'il préside de nouveau depuis 2017. En Suisse, Ueli Wildberger a contribué de manière significative au développement de PBI au sein de diverses fonctions entre 1982 et 1997. Au niveau international, il a co-organisé les premières sessions de formation pour volontaires en Espagne et a été membre de la direction internationale de PBI de 1988 à 1992.

de Zurich
début de la mission : septembre 2019
lieu : Apartadó et Bogotá, Colombie



MANUEL MÜLLER Un bilan positif malgré la pandémie

Manuel Müller s'est envolé pour la Colombie en septembre 2019 en tant qu'observateur des droits humains. À l'époque, il ne se doutait pas que peu de temps après, la pandémie de Covid-19 allait tout bouleverser. Dans un entretien accordé à PBI Suisse, le Zurichois de 28 ans parle des défis liés aux nombreux mois de confinement et explique pourquoi il dresse néanmoins un bilan positif de son expérience de volontariat.

Quelques mois après m'être installé à Apartadó, dans le nord-est de la Colombie, le quotidien déjà turbulent de PBI a soudainement basculé. En effet, en mars 2020, le gouvernement a décrété un confinement national et les équipes de PBI ont dû fondamentalement réorganiser leur travail et interrompre les accompagnements physiques. « En plus de la quarantaine stricte de plusieurs mois, l'impuissance face aux violations des droits humains était également un défi majeur », se souvient Manuel Müller. Néanmoins, afin de protéger au mieux les organisations accompagnées, les équipes se sont concentrées d'autant plus sur le travail politique, qui peut également être effectué de manière virtuelle.

La sécurité numérique à l'heure du télétravail

Pendant la quarantaine, PBI a constaté une augmentation des attaques digitales contre les organisations partenaires. La plupart des défenseurs·euses des droits humains ont soudainement dû travailler depuis leur domicile, ce qui a considérablement augmenté le risque de ces attaques. En collaboration avec des expert·e·s, PBI a organisé des ateliers sur les risques numériques et la communication sécurisée afin de soutenir les organisations dans ce domaine.

Un accueil chaleureux

En août 2020, les équipes de PBI ont pu reprendre leurs visites sur le terrain. « Dans les régions éloignées, l'accompagnement virtuel n'est pas aussi efficace que la présence physique, car dans de nombreux endroits, il n'y a pas de réception de téléphone portable, et encore moins d'accès à internet », explique Manuel Müller. C'est pourquoi il était d'autant plus important de pouvoir à nouveau visiter les zones humanitaires du Bajo Atrato, en collaboration avec la Comisión Intereclesial de Justicia y Paz. « Après des mois d'absence des organisations nationales et internationales, les communautés nous ont accueillis à bras ouverts », rapporte le volontaire. « Malgré les protocoles de sécurité stricts de Covid-19, leur accueil chaleureux et les retrouvailles comptent parmi mes meilleurs moments avec PBI ».

« Je suis convaincu que notre travail a été efficace même pendant la quarantaine »

Un souhait pour l'anniversaire de PBI

À l'occasion du 40e anniversaire de PBI, Manuel Müller souhaite qu'il n'y ait pas de 50e anniversaire à fêter et que l'organisation soit bientôt à court de travail. « L'objectif de PBI est de cesser d'exister à terme. Les défenseurs·euses des droits humains devraient pouvoir faire leur travail dans le monde entier sans risques et sans accompagnement international ». Bien que la situation actuelle et l'augmentation drastique des massacres de civils ne permettent pas beaucoup d'optimisme, Manuel Müller dresse un bilan positif de son volontariat : « Je suis convaincu que notre travail a été efficace même pendant la quarantaine ».

VOLONTAIRES EN MISSION
À L'ÉTRANGER
peacebrigades.ch



NURIA FREY
PBI HONDURAS
2015–2016

« À toutes les personnes qui ont été impliquées et engagées au nom de PBI, je vous remercie du fond du cœur. Sans vous, le monde serait bien plus sombre et manquerait de solidarité. »



JEAN-JACQUES AMBRESIN
PBI GUATEMALA
2008–2009

« Ce ne sont pas les anecdotes qui manquent. Mais il faut aller au-delà et souligner le climat d'incertitude dans lequel nos accompagnés·e·s sont plongés·e·s en permanence. »



KATHARINA GFELLER
PBI INDONÉSIE
2005–2007

« La collaboration avec PBI a été extrêmement enrichissante pour moi, tant sur le plan professionnel que personnel, et m'a marquée à jamais. »